

INVITATION A LA PRESSE

Tournée africaine des capitales européennes pour changer le cours des négociations des Accords de Partenariats Economiques (APE)

Evènements Liés :

Décision prise cette semaine (lundi 8 octobre) par les négociateurs d'Afrique de l'ouest d'ajourner la signature des APE de deux ans

Rencontre de la troïka Union Européenne / Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à Ouagadougou (Burkina Faso) ce jeudi 11 octobre

Jour international du droit à l'alimentation le mardi 16 octobre

QUAND ?

Du mercredi 11 Octobre au dimanche 21 Octobre

OU ?

A Paris (11-12 octobre), Bruxelles (15-17 octobre), Londres (17 octobre), Madrid, Barcelone (18-21 octobre) et Rome (18 octobre).

QUI ?

Une délégation de représentants membres du Parlement, d'organisations paysannes africaines, du secteur privé et de la société civile du continent africain vont investir durant dix jours 6 capitales européennes pour tenter de changer le cours des négociations actuelles d'accords de partenariat économiques (APE) entre l'Union Européenne (UE) et les pays d'Afrique, caraïbes et Pacifiques (ACP).

QUOI ?

La délégation va rencontrer des parlementaires et ministres européens pour leur demander de faire pression sur la Commission européenne et les Etats membres de l'Union Européenne pour qu'ils changent l'orientation actuelle des négociations d'accords de partenariat économiques.

La délégation va mettre en valeur le besoin de stopper les négociations actuelles de ces accords qui si ils étaient adoptés en en l'état mettrait en danger les efforts de développement du continent et de promotion du droit à l'alimentation.

POURQUOI ?

A moins de trois mois de la date limite de conclusion des négociations, les accords actuellement sur la table des négociations ne permettraient pas de soutenir la lutte contre la pauvreté et la promotion d'un développement durable des économies du continent africain.

En dépit de l'expression par la plupart des Etats africains de leur insatisfaction face a l'orientation actuelle des accords, la Commission européenne a jusqu'à présent ignoré les principales revendications des pays africains et contournes les parlementaires et élus africains.

La décision prise cette semaine par les négociateurs d'Afrique de l'ouest d'ajourner la signature des APE de deux ans est la conséquence logique de l'absence de prise en compte par les négociateurs européens des revendications clefs des négociateurs africains. Les Etats membres de l'Union Européenne doivent urgemment agir et changer l'orientation des négociations

Déclarations des principaux membres de la délégation:

“En tant que petit producteur agriculteur d'Afrique de l'ouest je suis content que nos représentants commence a s'opposer aux pressions exercées par la Commission européenne” Sanogo Gariko, représentant du ROPPA (Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest). “Il faut maintenant regarder l'avenir et trouver de nouvelles alternatives capables de renforcer et d'unifier l'Afrique dans la lutte contre la pauvreté”.

“Il est urgent de repenser l'intégralité du processus de négociation des APE” a déclaré Hon J.K. Mugambe, membre du parlement ougandais. “L'Union Européenne a les moyens politiques et économiques de maintenir le système de préférence commercial actuellement en vigueur en attendant qu'un accord soit trouve sur la mise en pace d'un système plus équitable et plus soutenable.

“Notre industrie de la tomate en conserve a été décimé par la chute des tarifs a l'importation” a déclaré Kingsley Ofei-Nkansah du Syndicat général ghanéen des travailleurs agricoles (GAWU). “Pousser les pays africains a signe des accords commerciaux de ce type provoquera un danger pour notre mode de vie et l'accès au ressources naturelles et le droit a l'alimentation”.

REPRESENTANTS DISPONIBLES POUR DONNER DES ENTRETIENS A L'OCCASION DE LA TOURNEE DES 6 CAPITALES:

Afrique et de l'est et Afrique australe: Mme. Elizabeth Mpofu – Présidente de la fédération des petits agriculteurs d'Afrique de l'Est et australe (ESAFF)

Afrique de l'ouest: Mme. Sanogo Gariko, Représentant du ROPPA (Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest)

Ghana: M. Kingsley Ofei-Nkansah – Secrétaire général adjoint du Syndicat général des travailleurs agricoles (GAWU)

Nigeria: M. Ken Ukaoha – Président de l'association nationale des négociants Nigériens (NANTS)

Ouganda: M.Hon J K Mugambe – Membre du Parlement ougandais – Président de la Commission Commerce.

Gambie: M. Buba Khan – Coordinateur de la campagne pour le droit a l'alimentation d'ActionAid en Gambie.

Contact:

A Bruxelles: Robert Shaw – ActionAid – Bureau Union Européenne +32 496 205 447
robert.shaw@actionaid.org
A Paris: Aldine Furio - Oxfam France/Agir +33 1 56 98 24 45
afurio@oxfamfrance.org